

T2137 - 411 - 5,00 F

ISSN 0026-9433

le monde

libertaire

Rédaction
Administration
145, rue Amelot
75011 Paris
tél : 805.34.08
CCP publico
1128915 Paris

N° 411 JEUDI 24 SEPTEMBRE 1981 5,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

RENTREE

SOYEZ SAGES !



Editorial

LES socialistes sont au pouvoir et les résultats de la gestion socialiste ne sont guère brillants. L'inflation s'aggrave, érodant le pouvoir d'achat des plus défavorisés et on parle déjà de la fin de « l'état de grâce » qui a marqué ces premiers mois. Bien sûr, des mesures empreintes d'une certaine générosité ont été ou vont être prises : régularisation de la situation des immigrés, libération de détenus, abolition de la peine de mort..., mesures qui n'ont pas toujours le vent en poupe auprès de Français avilis par vingt-trois ans d'un pouvoir sordide. En cela, on peut rendre hommage au courage politique des socialistes. Mais ceux-ci seront jugés sur leurs capacités gestionnaires, et on peut dire sans se tromper qu'ils échoueront (comme ils ont toujours échoué), car à ménager la chèvre et le chou, on s'expose à de nouvelles déconvenues. Les déclarations récentes du ministre des Finances, J. Delors, se disant écœuré par l'attitude de certains banquiers, en sont l'illustration. Ces propos prennent d'ailleurs une étrange résonance quand on se souvient qu'Hériot lui-même se plaignait de se heurter au « mur de l'argent » au moment du Cartel des Gauches, au début des années 20. Et la naïveté de J. Delors, paraissant découvrir la lutte des classes, est surprenante, si ce n'est inquiétante.

Mais, nous disent les socialistes, trois mois, c'est trop court pour espérer une amélioration substantielle de la situation économique et sociale. D'autant que le contexte international se dégrade continuellement. Mais cette situation, nous ne l'avons pas choisie. Elle est le fruit pourri de cette bourgeoisie cupide et surtout des mécanismes intimes de ce capitalisme qui expose périodiquement le monde du travail à la crise, au chômage et à la guerre. Si l'économie capitaliste est en crise, ce n'est pas à ceux qui en pâtissent d'en subir les conséquences et de l'assumer. Leur rôle à ceux-là n'est pas d'épauler la bourgeoisie quand elle perd ses billes, mais de la mettre à bas et hors d'état de nuire. Nous ne dirons pas, comme certains trotskistes qui ne brillent pas par la finesse de leurs analyses, que les socialistes sont au service de la bourgeoisie. Nous ne pensons pas que l'on puisse parler de duplicité en parlant des socialistes. Mais ceux-là n'en restent pas moins coupables de croire et surtout de faire croire que les solutions à ce marasme se trouvent encore dans une gestion différente de la société bourgeoise, que ce n'est pas le capital qui est lui-même en cause et que l'on peut faire l'économie d'une révolution. Ils se trompent et surtout ils trompent tous ceux qui se sont engouffrés dans cette impasse. Le réformisme est une erreur historique qui a fait son temps. A nous de la corriger !

Cette semaine en page 8

*L'aspirine socialiste
et la lèpre scolaire*

F.P. 2520

en bref...en bref...

Dans la nuit du 9 au 10 mars 1981, trois personnes étaient arrêtées dans le métro, accusées d'avoir collé des affiches et écrit des slogans antimilitaristes sur les murs. Le procès (en flagrant-délit) a été reporté au 8 mai, puis une seconde fois au 24 septembre. Pour soutenir Francis Halluin, Catherine Halluin et Corinne Guertzen, vous pouvez signer la pétition, écrire une lettre personnelle ou envoyer un télégramme à l'adresse ci-dessous : M. Bertrand-Cadi, Audiance du 24 septembre, président de la 13^e chambre correctionnelle, Palais de Justice, 94000 Créteil. Vous pouvez venir devant le Palais de Justice le 24 septembre à 14 heures, avec vos instruments de musique ou tout ce qui peut faire du bruit ! Merci.

Il n'y a pas eu de procès le 15 septembre au tribunal d'Evreux... Les deux objecteurs-insoumis appelés à comparaître, n'étaient même pas arrivés à la barre des accusés que l'affaire était déjà classée : amnistie ! Nous n'avions encore jamais vu une affaire de justice se régler aussi rapidement, et l'on peut se poser des questions sur les raisons qui ont poussé la présidente du tribunal à être aussi brève. Il faut préciser que c'était une affaire sans précédent à Evreux, et que le groupe de la Fédération anarchiste avait fait la nécessaire pour que cela se sache. Heureusement, nous avions convoqué les journalistes à une conférence de presse dans le hall du tribunal. Les deux objecteurs ont donc pu s'exprimer et expliquer les raisons de leur acte... et nous y avons appris qu'ils avaient l'intention de récidiver ! En effet, la loi d'amnistie n'enlève pas l'obligation d'effectuer son service national... Rendez-vous dans quelques mois... Nous remercions tous ceux qui sont venus exprimer leur solidarité, par leur présence au tribunal.

José de Miguel, Franco Pina, Errico Bianco sont en grève de la faim depuis le 21 août. Orlana Marchioni, depuis le 31 août. Floréal Cuadrado et Raymond Delgado depuis le 7 septembre. Werner Wittman depuis le 9 septembre. Toutes ces personnes, actuellement détenues sur les affaires « d'Action Directe » et de « Conde sur Escault », sont en grève de la faim pour réclamer la libération de tous les prisonniers politiques. Nathalie Menigon vient d'être libérée malgré un refus de mise en liberté de la chambre d'accusation.

François Plasman, militant du groupe du 11^e de la FA passera en justice, à Paris, à la 17^e chambre correctionnelle à 13 h 30, le 24 septembre, pour insoumission à l'ONF.

Sommaire

- PAGE 1 Editorial
- PAGE 2 Activités des groupes FA
- PAGE 3 En bref Du côté de FO Soleil coup coupé
- PAGE 4 L'intérim Et les travailleurs...
- PAGE 5 Golfch
- PAGE 6 Informations Internationales
- PAGE 7 Livres, spectacles, B.D.
- PAGE 8 La lépre scolaire Rentrée syndicale...

SYNDICALISME

DU CÔTÉ DE F.O.

L'A rentrée, cette année encore, est l'occasion d'un certain nombre de prises de positions dans les partis, les syndicats. C'est par sa fête populaire à Vincennes que la Confédération générale du Travail-FO entend relancer son activité militante après la période de vacances. Force ouvrière semble vouloir donner chaque année plus d'importance à sa manifestation de rentrée et ne pas se contenter des meetings et conférences de presse. Bien que pour appréhender la réalité d'un mouvement syndical, il conviendrait de s'intéresser à la diversité de ses aspects; nous nous attacherons ici à commenter brièvement ce qu'il est



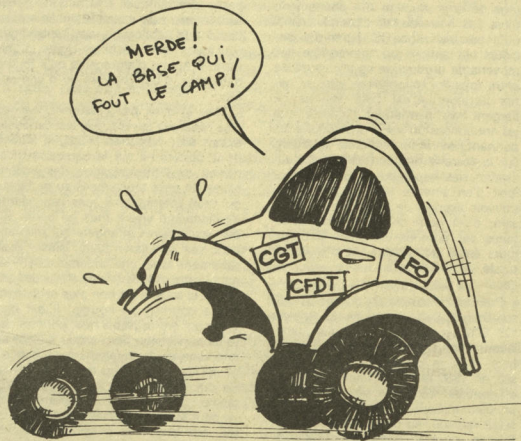
convenu d'appeler le point fort de l'événement, c'est-à-dire le discours du secrétaire général Bergeron qui, pendant une heure et demie, a brossé un panorama de la situation politique et sociale et défendu les thèses du comité confédéral national. Après avoir rappelé l'attachement de FO aux valeurs du syndicalisme traditionnel, son indépendance et sa liberté de jugement vis-à-vis des partis et de l'Etat (« personne dans les ministères »), l'essentiel du discours a été bâti sur un équilibre entre satisfecits et mises en garde :

— mise en garde contre la politique des revenus et une planification étatique, contre le manque de négociations dans le secteur public.

Si on peut suivre Bergeron lorsqu'il défend l'indépendance du syndicalisme et son refus de s'intégrer à l'Etat, on ne peut plus être d'accord lorsque, pour rassurer les cadres et techniciens, il lutte contre l'égalitarisme, d'autant plus qu'il signale qu'avec la crise, on ne peut augmenter la masse salariale. Alors les pauvres restent pauvres et les riches restent riches, pourtant FO est bien pour un tassement de la hiérarchie salariale, vers le haut ?

En fait, on sent à travers les propos du secrétaire général qu'il y a des choses essentielles à défendre, mais qu'on est coincé et qu'il ne faut pas bouger par peur de faire écrouler le système. Tout au long du discours, il insiste sur le caractère mondial de la crise qui met en évidence la nécessité d'une solidarité internationale des travailleurs, mais qui, d'un autre côté, montre qu'on ne peut rien faire en France sans courir le risque de déstabiliser la paix et la démocratie qui sont les raisons d'être de FO avec la défense des intérêts des travailleurs. Alors, on propose des miettes : bouger avec prudence, pratiquer la concertation pour préserver la stabilité et la tranquillité du gouvernement, le statu quo dans un monde où les patrons procèdent à des baisses de salaires, à des licenciements massifs, au refus des 35 heures...

André Bergeron, dans sa conclusion, donnait une bonne formule : « On n'est pas respecté lorsqu'on se couche, mais lorsqu'on se bat », encore faut-il savoir pourquoi on se bat.



— félicitations à Mitterrand pour son discours sur les pays en voie de développement et sa politique européenne; bravo à Mauroy pour son conseil supérieur du développement industriel et sa politique de logement; — satisfaction encore pour avoir évité un nouveau Grenelle démagogique; — mais inquiétudes sur des mesures mal définies concernant l'emploi telle l'année sabbatique, le travail à mi-temps...; — craintes vis-à-vis de la politique contractuelle et la parité des œuvres sociales;

Le moins que l'on puisse dire est que cela manque de perspectives : « Il ne faut pas mettre le couteau sous la gorge du gouvernement qui fait son apprentissage. » Les révolutionnaires ont fort à faire pour que le syndicalisme sorte des ornières dans lesquelles il s'est installé; pourtant, la lutte de classes est bien réelle et on l'a bien senti à cette fête lorsque les militants polonais de Solidarité se sont présentés : ce fut un instant d'intense émotion dans l'assemblée.

T. Lousin

JUSTICE

SOLEIL, COUP COUPÉ

L'A peine de mort abolie en France : ce n'est pas trop tôt ! En effet, sur vingt et un pays de l'Europe de l'Ouest, quatre (dont la France était), conservent en droit et en fait, la peine capitale : la Grèce, la Turquie, Chypre.

Si ces chiffres paraissent peu brillants pour notre pays, il n'en demeure pas moins que dans le reste du monde douze Etats seulement sont totalement abolitionnistes. D'autres l'ont rétablie, après l'avoir supprimée : l'URSS,

Hausmann était un vrai coupe-gorge.

Il est vrai néanmoins que la petite délinquance du type vol à la roulotte, vol à l'étalage, a augmenté. Mais les auteurs de ces vols ne sont pas concernés par la peine de mort; « l'exemplarité de la peine » ne les concerne en rien. Quant aux détournements de fonds, escroqueries immobilières ou autres, ces délits sont rarement cités dans la presse puisqu'ils concernent la classe bourgeoise.



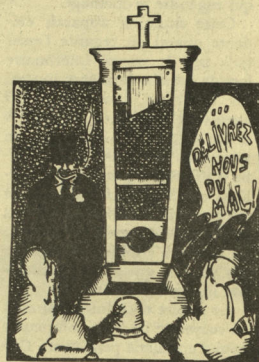
l'Argentine, Cuba, le Pakistan et sept Etats des Etats-Unis.

Cette abolition ne peut qu'être saluée par la Fédération anarchiste, qui a été une des rares organisations, avec le Comité d'Action des Prisonniers, à organiser des manifestations contre la peine capitale.

Il était certes courageux, de la part du nouveau pouvoir, de proposer cette loi, dans un pays où, selon un sondage récent, 62% de la population est contre l'abolition. Mais, par l'abrogation prochaine de la loi dite « Sécurité et Liberté », la mise en accusation des Quartiers de Haute Sécurité, l'arrêt des cartes d'identité magnétiques, le gouvernement a dépoussiéré quelque peu les fléaux d'une balance qui penche toujours vers l'injustice. C'est donc peut-être sur le plan de la justice que les activités des socialistes prêtent le moins à la critique. Décréter l'abolition, c'est trancher (c'est le cas de le dire), avec l'Etat-monarque, rompre avec une tradition qui permettait à celui-ci de décider de la mort d'un individu quel qu'il soit. Mais la peine capitale, honte d'une société « avancée », n'est que l'expression ultime d'un droit créé par et pour les classes possédantes. Il n'est pas de bonne justice, tout comme il ne saurait y avoir de bons pouvoirs ou de bonnes polices. Pour permettre un renforcement du contrôle des « classes dangereuses », le sieur Peyrefitte avait imaginé de susciter une psychose de l'insécurité dont la presse aux ordres s'était fait l'écho ces dernières années. De Gicquel à France-Soir, un seul cri : « La France a peur. » Et d'aligner à longueur de colonnes des statistiques truquées, insistant sur la montée de la violence. Or il s'agit de savoir de quelle violence on parle. Les crimes de sang étaient beaucoup plus courants à la fin du XIX^e siècle que de nos jours, et le Paris d'avant

Il est frappant de constater que sur les 40 000 (chiffre approximatif) taulards que comptent les prisons françaises, plus de 80% d'entre eux viennent de couches modestes, voire sous-prolétaires, de la population. La délinquance, de même que la folie ou la réussite scolaire, trouve son point de départ dans l'origine sociale, les conditions de vie, les secteurs géographiques (urbain ou rural) ou l'urbanisme, et non dans la perversion de tel ou tel individu pris séparément de son environnement.

Le pouvoir socialiste trouvera là sa véritable pierre d'achoppement, les limites de ses réformes. Supprimer vols, viols, crimes est



impossible si l'on ne supprime aussi ce qui les produit : la division de la société en classes. Et cela, les socialistes ne peuvent et ne veulent évidemment pas y toucher, se contentant de supprimer le symbole le plus flagrant de l'injustice.

Mais le mot symbole est vite dit : il ne faudrait pas oublier que les six condamnés à la peine capitale qui attendaient dans leurs QHS doivent se sentir soudain... la tête sur les épaules.

Colette

EMPLOI

L'INTÉRIM

DEPUIS plus de sept ans, la situation de l'emploi se dégrade continuellement. L'arrivée au pouvoir de la gauche n'a pas changé les données du problème. Les solutions qu'elle nous a peu à peu dévoilées n'ont rien de bien spectaculaire. On augmente le SMIC pour relancer la consommation, et donc la production. On embauche quelques milliers de fonctionnaires. On vante les mérites des stages de formation professionnelle. On tente de protéger la production intérieure en fermant un peu plus les portes des frontières. Les directions syndicales ont oublié les 35 heures et négocient avec les patrons la semaine de 39 heures. Il ne faut pas, paraît-il, aggraver la crise; cette crise que va gérer la gauche pour le plus grand profit de la

Pour moi ça va!



us emplois intérimaires; tél. 280.6

classe possédante. A droite comme à gauche, on parle de la crise comme d'une fatalité, sans réellement expliquer le pourquoi et le comment des choses. En fait, la situation économique actuelle est le résultat de la restructuration internationale du système capitaliste. Ce que certains baptisent « crise » n'est en fait qu'une rationalisation du système d'exploitation. A l'heure actuelle, les exploiters basent leur stratégie sur une baisse des « coûts de production » dus à la main-d'œuvre salariée. Les progrès technologiques amènent les capitalistes à utiliser davantage les machines, plus rentables que l'homme, ce qui engendre le chômage.

Cette situation apparaît évidente quand on regarde l'essor qu'a pris le travail intérimaire lors de ces dix dernières années. En 1969, on dénombrait 850 agences d'intérim en France. A la fin de l'année 1977, il y en avait plus de 3 000. Leur chiffre d'affaires est passé de 400 millions en 1965 à 3,6 milliards en 1974, pour atteindre 8 milliards en 1978. Pour cette même année, on estime à 1 million le nombre des salariés qui ont « transité » par les agences d'intérim.

Le salaire d'un intérimaire est en moyenne de 30% inférieur à celui d'un salarié permanent. Certaines sociétés de travail temporaire en font d'ailleurs un argument commercial et vantent, dans leurs brochures publicitaires : « le moindre coût pour l'entreprise utilisatrice, tous comptes faits, d'un travailleur temporaire par rapport à un salarié permanent. » Les travailleurs temporaires n'ont en général aucune qualification professionnelle (plus de 60% et sont des ouvriers (2 intérimaires sur 3) et font souvent des travaux pénibles (16% d'accidents du travail en 1975).

Les principales sociétés d'intérim sont : BIS : plus de 200 agen-

ces en mai 1979; 973 292 703 francs de chiffre d'affaires hors taxe en 1978; 10 à 15% du marché. ECCO TT : 255 agences en mai 1979; 598 000 000 francs de chiffre d'affaires hors taxe en 1978; 8 à 9% du marché; cotée en Bourse. Manpower : 102 agences en mai 1979; 570 000 000 francs de chiffre d'affaires hors taxe en 1978; 7 à 8% du marché.

Les entreprises de travail temporaire sont regroupées principalement dans deux syndicats (UNETT et PROMATT) affiliés au CNPF.

Au vu de ce panorama, on peut facilement en conclure que le recours au travail temporaire s'inscrit dans une politique d'ensemble du capitalisme qui vise à leur permettre une plus grande marge de profit. Le travail temporaire est un outil de gestion qu'il peut utiliser, au même titre que les contrats à durée déterminée ou le travail à temps partiel.

De leur côté, les syndicats sont largement embarrassés par l'attitude à adopter face à cette forme d'exploitation. La CGT a d'abord cherché à négocier un statut du travailleur temporaire, puis a lancé, pendant la dernière campagne présidentielle, une offensive contre les sociétés de TT (collages d'affiches, mises à sac d'agences). Depuis lors (le 10 mai), elle ne semble plus intéressée pour demander la suppression de l'intérim.

La CFDT a largement et vigoureusement affirmé son opposition au TT, mais l'a fait plus en paroles qu'en actes.

FO, fidèle à sa tradition de négociation et de pondération, demande un statut du TT et souhaite voir disparaître cette forme de salariat.

Ce n'est pas notre propos, à nous anarchistes, que de vouloir, dans le cadre du système capitaliste, apporter une solution au



chômage. Nous refusons ce système qui fait de la classe ouvrière un jouet entre les mains de la classe bourgeoise. La réduction du temps de travail, si elle peut permettre une solution au chômage, n'en supprimera pas pour autant l'exploitation. Nous ne défendons pas « le droit au travail » parce que c'est réclamer simplement le droit d'être exploité. Nous dénonçons cette société dans sa globalité. Le travail ne doit servir qu'à la satisfaction des besoins de chacun.

Daniel
(Groupe Camillo Berneri)

POLITIQUE

Et les travailleurs dans tout cela ?

LA revendication des nationalisations industrielles n'est pas nouvelle. Elle a pris naissance après la Première Guerre mondiale quand la CGT réclamait notamment celle des chemins de fer qui allait donner lieu à de puissants mouvements de grève en 1920. Après les premières grandes nationalisations qui accompagnèrent la Libération, en 1945-47, nous nous trouvons face à une nouvelle étape qui pose des problèmes nouveaux.

L'indemnisation des actionnaires

La nationalisation n'est pas l'expropriation. L'Etat rachète toutes les actions des sociétés au même prix que les paie-rait n'importe quel courtier en Bourse. L'opération va donc coûter cher; mais ne nous y trompons pas! La valeur boursière des sociétés ne correspond nullement à la valeur réelle que représentent tous les biens qu'elles possèdent.

Nos entreprises industrielles, malgré des bénéfices faramineux, ne sont pas capables d'investir suffisamment pour faire face à la concurrence mondiale, et notamment pour rentabiliser les innovations technologiques indispensables au redemar-

chant l'exploitation à ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité. » « Service public », « monopole » : ces deux termes vont donner lieu, on s'en doute, à une importante bataille juridique où les ronds de cuir des ministres, des assemblées et autre Conseil d'Etat vont polémiquer généreusement sur des définitions.

Au cours de cette procédure, la droite va batailler essentiellement sur deux fronts. D'abord sur la justification constitutionnelle des nationalisations proposées : comment rejoindre la notion de monopole si l'on ne nationalise qu'une

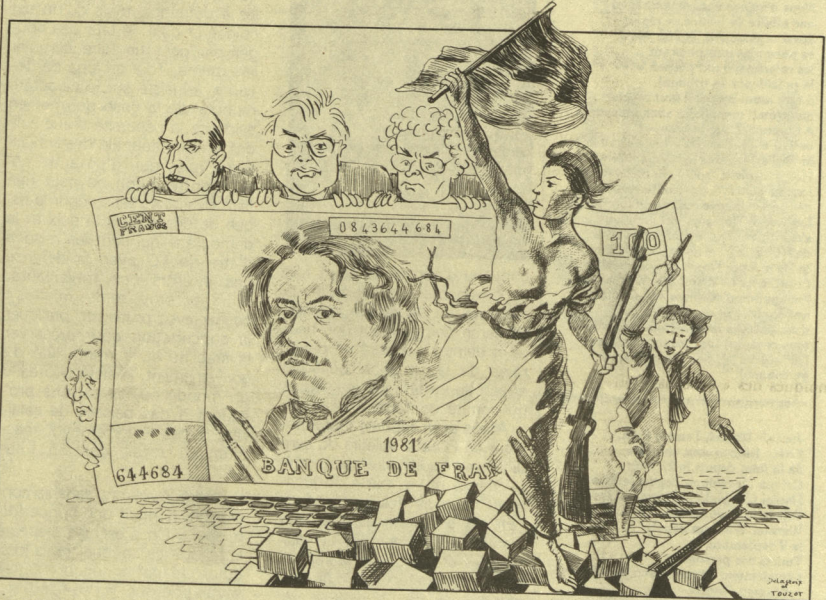
ligne d'une constitution qu'ils prétendent combattre!

Et les travailleurs dans tout cela

Mais revenons à ce qui a toujours motivé la revendication des nationalisations par les organisations syndicales ouvrières, à savoir la conquête de droits nouveaux pour les travailleurs. Qu'en est-il dans le projet socialiste ?

Force est de constater que tout ce secteur reste bien vague. On se complait dans les généralités, en annonçant que les secteurs nationalisés devront devenir des lieux privilégiés des nouveaux rapports capital/travail et de l'inévitable concertation, sans parler de l'innovation qui a cela de bien pratique qu'on ne peut, par définition, en prévoir le contenu... et à rien!

Certes, on ne saurait regretter le départ des affaires des vieilles féodalités financières qui faisaient trop souvent régner un esprit « maison » préjudicia-



rage de la production. Ce phénomène n'est pas nouveau, et c'est bien ainsi qu'a pris naissance le régime des sociétés par actions où la propriété des moyens de production se trouve diluée entre tous les actionnaires, gros et petits porteurs. C'est pour trouver de l'argent frais, permettant d'investir, que les entreprises ont émis des actions qui donnent, en retour, un droit de regard sur la marche des entreprises et l'utilisation des capitaux. Mais le danger était d'en émettre trop et de ne plus pouvoir disposer de la majorité de décision; c'est pour cela que les propriétaires des grandes industries ont toujours émis des actions dont la valeur totale est loin d'atteindre la valeur de l'actif que détient la société.

Prenons l'exemple du groupe Thomson-Brandt. Cette entreprise qui emploie 128 000 personnes, qui a des installations dans une dizaine de pays étrangers, dont le chiffre d'affaires dépassait en 1980 les 36 milliards de francs et dont les bénéficiaires se chiffraient à un demi-milliard, cet empire industriel serait racheté, au cours des actions en Bourse, pour la modeste somme de cinq milliards!

Dans la sidérurgie, la situation est encore plus claire. Les aides financières accordées ces dernières années par l'Etat lui donnent aujourd'hui la possibilité, sans bourse délier, de devenir propriétaire de toutes les aciéries du pays, simplement en transformant les dettes contractées en parts d'actions.

Il est donc faux de dire que cette affaire va coûter trop cher. En fait, le gouvernement socialiste sait que les bénéfices réalisés dans ces branches permettront d'amortir cet investissement en quelques années.

La bataille juridique

Certains seront sans doute étonnés d'apprendre que la Constitution de 1958 prévoit la possibilité des nationalisations. Reprenant celle de 1946, elle dit ceci : « tout bien, toute entreprise

partie des banques ? Comment parler sérieusement de « service public » concernant la fabrication des emballages plastiques par Pêchiney-Ugine Kuhlmann ? Autant d'arguments qu'il faudra détourner, d'une manière ou d'une autre.

Mais là n'est pas l'essentiel, car les plus réticents savent que les nationalisations sont inévitables. Aussi, le second front portera-t-il sur le caractère et le niveau de l'indemnisation des actionnaires. Et nous touchons-là au problème du droit international, car ces géants de l'industrie vivent tous en partie sur des actionnaires étrangers qui n'entendent pas se laisser traiter ainsi. Tous réclament déjà une indemnisation tenant compte de la valeur réelle des actifs de sa cotation en bourse. Il est parfaitement envisageable que, pour ne pas ternir son image de marque au niveau international, le gouvernement français se décide à céder, au moins en partie. Ce qui déclencherait un nouveau problème : en aucun cas, l'indemnisation ne peut être différenciée suivant la qualité des actionnaires (gros ou petits, français ou étrangers). On voit d'ici le gouffre financier qui, pour le coup, ne manquerait pas de se creuser.

Tout l'intérêt de cette manœuvre juridique réside justement dans la perspective de voir s'effondrer le projet des nationalisations sous le poids des dettes, entraînant ainsi la faillite de l'Etat socialiste. C'est exactement ce que recherchent les vaincus du 10 mai.

Le plus amusant, dans les détails de l'affaire, c'est que l'interprétation de la Constitution soutenue par la droite pour contrecarrer le projet donne raison aux thèses soutenues, depuis la rupture de l'Union de la Gauche, par le PCF. La loi n'admet pas, dans son principe, que l'on nationalise une firme en excluant ses filiales; elle n'admet pas non plus que la nationalisation d'un secteur soit partielle. Ceux qui voulaient paraître plus révolutionnaires que les autres se trouvent d'un coup situés dans la droite

de développement des formes d'organisations syndicales et de toute velléité de lutte. Mais on peut se poser de légitimes questions sur les intentions des « nouveaux technocrates ». Car si l'on parle d'extension des droits des travailleurs au moyen de la nationalisation, c'est toujours au travers des structures de concertation. Les comités d'entreprises sont encore trop indépendants sans doute, trop contestataires; on veut les dépouiller en fait de leur rôle en cherchant à les associer à la gestion des nouvelles sociétés. Il est par ailleurs significatif que, au lieu de reprendre la revendication syndicale de l'heure d'information mensuelle sur les revendications, on veuille lui substituer une heure d'information sur l'organisation du travail et la marche de l'entreprise. Intéresser, en quelque sorte, les salariés aux difficultés de leurs nouveaux patrons et mieux, les inciter ensuite à modérer leurs revendications dans le sens du « raisonnable. »

Il ne faut pas oublier ce qui justifie au fond ce projet de nationalisations depuis longtemps nourri par le PS. Il s'agit de concentrer entre les mains de l'Etat les moyens de la planification économique que l'on juge seule capable de relancer la machine entravée du capitalisme. Il s'agit ni plus ni moins de se donner les moyens de rentabiliser des secteurs en décadence (textile, sidérurgie) et d'accroître les capacités industrielles des secteurs en expansion (chimie, aéronautique).

Au profit de qui, cette rentabilité ? Cette question nous fait toucher du doigt la fausse opposition que l'on serait tenté de faire entre l'économie libérale et l'économie nationalisée. C'est le même système qui se perpétue, c'est le capitalisme en crise qui se régénère. Plus tard, les dirigeants musclés de la droite sauront rendre hommage à l'action de Mitterrand, comme ils respectent aujourd'hui les noms de Jaurès ou de Blum. Quelle sale besogne font les socialistes !

Alain SAUVAGE

GOLFECH : ÉTAT D'UNE LUTTE

Avant Mitterrand...

Golfecch, une situation exemplaire

Golfecch, vous connaissez ? Imaginez un petit village occitan, la tête appuyée aux derniers côtes du bas Quercy, les pieds dans la Garonne. A trente kilomètres alentours, distance fatidique dans les cercles concentriques des plans ORSEC-RAD, vit une population de près de quatre cent mille habitants. C'est là qu'EDF a décidé d'implanter une centrale électro-nucléaire de 5 200 mégawatts, PWR, Westinghouse.

A de nombreux égards, la situation de Golfecch est exemplaire. D'abord sur le plan des procédés spéciaux et malhonnêtes du pouvoir et de ses sbires. Ensuite, quant à l'expression de la démocratie et du peu de cas qu'en fait le même pouvoir. Enfin, dans le domaine de la lutte, aujourd'hui encore sur le site lui-même où EDF tente de commencer les travaux.

Un peu d'histoire...

C'est en 1964 que la vallée de la Garonne commence à intéresser EDF pour, disent-ils, faire une petite installation hydroélectrique à Golfecch avec une retenue d'eau par un barrage à Malause (12 kilomètres en amont) et le canal d'amenée.

Dès cette époque, certaines voix se sont élevées pour parler de nucléaire, vite couvertes par les démentis les plus catégoriques et ironiques des « officiels ». Et EDF de commencer à acquérir de nombreuses terres alentour. Il faut noter que, pour la plupart, les propriétaires n'étaient pas les exploitants; la terre n'était pour eux ni une attache affective ni un outil de travail, tout juste un bien spéculatif comme un autre...

Sur les plans, et d'ailleurs aujourd'hui sur le terrain, on voit bien que le gabarit du canal n'a aucune mesure avec l'usine hydroélectrique de Golfecch, « mignonnet » à souhait. Un peu comme si on avait prétendu construire une autoroute pour n'y faire circuler qu'une 2 CV. Qu'importe, on dément jusqu'en 1972, alors que depuis 1968 tout un chacun pouvait constater la disproportion notée plus haut.

En 1971, pour la première fois, on ne dément plus, on admet qu'on a de « petits projets », on fait courir le bruit que deux réacteurs de 900 mégawatts, procédé graphite-gaz, en assurant d'ailleurs tout le monde que, si vraiment nous n'en voulons pas, il n'est pas question de nous l'imposer.

Le ton monte

L'avènement du régime giscardien révéla un nouveau procédé, la tenue d'un autre langage et la mise en place d'une démocratie verbale à Paris, tandis que s'instaura dans notre province l'occupation militaire et la surveillance policière de tous les instants.

La révélation du procédé c'est lorsqu'enfin, en 1976, excédé, un cadre supérieur d'EDF nous lançait à Golfecch 4 réacteurs de 1 500 mégawatts; c'était donc reconnaître implicitement que tout le reste n'était que camouflage, dupes et mensonge éhontés. L'autre langage, c'est lorsque le même jour, le même cadre nous faisait savoir que, contents ou pas, *volens nolens*, nous l'aurons quand même.

Pour ce qui est du verbe démocratique, chacun a en mé-

moire la promesse de Giscard, « qu'il ne saurait être question d'imposer aux populations des installations nucléaires contre leur avis », tandis que tous savent la présence policière massive et de tous les instants, que vivent les habitants des sites envisagés.

L'expression démocratique

Forts de nombreuses promesses, les militants antinucléaires ont obtenu des populations concernées et de toutes les instances régionales qu'elles se prononcent. Les réponses sont éloquentes :

— 1^{er} juin 1975 : référendum dans les cantons d'Auvillar et de Valence d'Agès : 82,3% de NON !

— Juillet 1978, vote au conseil régional Midi-Pyrénées : NON à l'unanimité moins deux abstentions !

— Juin 1979, vote au conseil général du Tarn-et-Garonne : NON à l'unanimité moins deux abstentions et une voix pour.

— 20 octobre 1980, nouveau vote du conseil régional Midi-Pyré-

resse que quelques pylones EDF ou voies ferrées avaient sauté au passage de quelques trains ministériels. Superman, Alligator nerveux, Colt 45, Bison brûlé et Bison bourré faisaient un travail que nul ne connaissait, mais qui inquiétait le pouvoir, au point que Giscard, de passage à Moissac (« Badriboine » oblige) dut fuir devant la centaine d'antinucleaires qui manifestaient.

La construction de l'espoir

Pendant tout l'été, le site de la centrale projetée a vu s'édifier une construction : sur le site lui-même s'est constitué un petit GFA où des militants ont édifié de leurs mains un bâtiment dont le prix de revient défie les lois économiques : environ 2 500 francs pour un cercle de 21 mètres de diamètre; la rotonde est faite de poteaux de récupération et de terre pillée, à l'ancienne; ça ne coûte cher qu'en huile de coude.

Territoire libre

Territoire libre, c'est l'appellation qu'avaient eux-mêmes trou-



nées à l'initiative d'un pouvoir qui aurait bien voulu faire enfin cautionner sa politique par un semblant de démocratie : NON aux trois-quarts.

C'est un exemple unique en France : nulle part une telle unanimité et une telle constance ne se sont manifestées tant de la part des populations que des élus.

La seule réponse quasi-officielle nous a été donnée par un vague chef du cabinet du préfet du Tarn-et-Garonne : « votre référendum est illégal; pour le reste, les assemblées délibèrent, le gouvernement décide. » Belle démocratie !

Enquête d'hostilité publique

C'est dans cette atmosphère que s'est déroulée l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, refusée dans neuf mairies sur douze. C'est là que nous a été donné le visage de la société nucléaire : cars de gardes mobiles, patrouilles incessantes de jour comme de nuit, du 22 octobre au 21 décembre 1979... Société nucléaire, société policière...

En contrepartie, 453 personnes ont pu se livrer au geste symbolique qui consistait à « fissurer » le dossier, ridiculisant la soldatesque. Il est vrai que la commission d'enquête ignorait superbement ces 453 personnes et ne connaissait que la poignée de vautours qui souhaitaient la centrale pour faire du fric...

Une situation « explosive »

De janvier 1980 à septembre 80, l'attente avec, de-ci de-là, l'annonce dans les organes de

A la botte !

Oui, nous le proclamons et sommes prêts à apporter toutes les preuves qu'on voudra, dans la région, tout le monde, « officiel », est à la botte; le patron, c'est le cadre supérieur EDF du site qui se considère comme le représentant personnel du gouvernement et entend bien être obéi par tous sur simple coup de téléphone : préfets, flics, armée, juges, tout le monde agit sous ses ordres.

Haute surveillance

C'est dans un réel régime de haute surveillance que vivent maintenant les populations; la moindre manifestation est réprimée : garde à vue, interrogatoires « musclés », perquisitions, traduction en justice sous n'importe quel prétexte (entrave à la circulation !), pression sur les chômeurs, tout est fait pour nous intimider, pour nous faire peur, pour nous faire taire.

Et depuis...

Le 28 mars dernier, afin de commémorer l'accident survenu il y a deux ans à la centrale d'Harrisburg (USA), et dans le cadre d'une journée nationale de sensibilisation, une parodie du plan ORSEC-RAD (organisation des secours en cas de radiations) fut envisagée par la coordination antinucléaire de Golfecch, ainsi que diverses actions de type : barrages de route, opération Escargot, diffusion de tracts. Face à toutes ces actions, les antinucléaires se heurtèrent à l'invivable répression policière.

Puis vint la période électorale, à Golfecch, et malgré le flou du programme PS en matière nucléaire, certains comités appelèrent à voter Mitterrand.

Illusion, désillusion ? Les travaux de terrassement continuent de plus belle sur le site.

Arthur KASABEK

Depuis la récente élection présidentielle...

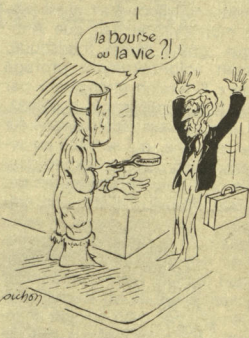
Le 5 juin, une délégation de la Coordination régionale antinucléaire de Golfecch se rendait à Paris pour :

— Déposer à l'Élysée 33 000 pétitions recueillies durant l'enquête d'utilité publique et qu'en son temps, le président sortant n'avait daignées recevoir.

— 2) Être reçus au ministère de l'Industrie afin de connaître de façon précise la position du gouvernement face au problème de la centrale nucléaire de Golfecch.

A l'issue de cet entretien, il fut répondu par le conseiller du président Mitterrand que l'action gouvernementale et les propositions du PS sont deux choses bien différentes. Sur le site les travaux se poursuivent.

Fin juillet, le conseil des ministres décide de geler cinq sites nucléaires comprenant Golfecch. Qu'en fut-il ? Les travaux continuèrent de plus belle. A nos adversaires habituels (gardes mobiles, vigiles) s'ajouta la coalition CGT-patronat qui manifesta en faveur du nucléaire, prétextant la sécurité de l'emploi.



Ce qui nous différencie politiquement des autres groupes antinucléaires

Pourquoi la lutte antinucléaire motive-t-elle les libertaires ? A cause du choix de société qu'elle implique, tant sur le plan organisationnel que sur les plans environnemental socio-économiques.

— a) Sur le plan organisationnel : elle se caractérise par le refus d'une société centralisée et hiérarchisée, ainsi que du pouvoir technocratique que celle-ci engendre et qui accentue une société de classes.

— b) Sur les plans environnemental, sociaux et économiques : elle se caractérise par

Le danger de l'alternative au nucléaire est la caution à un système qui se perpétue en jouant le jeu des diverses structures de classes qui font que l'on participe à la survie du capitalisme et de l'Etat.

Aujourd'hui plus que jamais, la lutte s'impose sur le site de Golfecch. Nous appelons à la mobilisation de tous pour le rassemblement du 4 octobre,

Groupe libertaire d'Agén.

informations internationales

GUATÉMALA

Récit d'un voyage

LE Guatemala : un pays dominé et opprimé par le général Fernando Romeo Lukas Garcia, parvenu au pouvoir après avoir évincé, c'est-à-dire assassiné, le candidat de l'opposition.

Le revenu moyen journalier des paysans (campesinos) est de 2,50 à 3 quetzals (environ 12 à 14 francs par jour). Celui qui a le privilège de travailler sur les Fincas du général-président ne gagne que 35 centavos (1,70 F). En compensation, il est logé, nourri, blanchi. Comme cela, on n'ira pas dire que le général n'entend rien aux affaires sociales ! Dans cette « pension », le repas se compose essentiellement de frijoles (sorte de haricots), de tortillas et de café infect. C'est normal, le bon café est destiné à l'exportation, c'est lui que nous retrouvons dans nos magasins.

L'oppression, l'exploitation et l'anéantissement de parties entières de la population sont dus, dans une commune mesure, à la fois aux forces réactionnaires fascistes et aux USA. Mais le général est capable à lui seul de développer une « dynamique » propre.

« Je suis arrivé fin janvier 1981 au Guatemala, malgré le boycott du tourisme. Là, j'ai appris l'espagnol. Au début, à cause des difficultés de langage, je ne comprenais pas bien le problème guatémaltèque. Cette méconnaissance était aussi liée, à mon avis, au fait que Antigua, grand centre touristique, était volontairement protégé de « l'invasion étrangère » par les forces militaires et policières.

Les mauvaises répercussions sur le tourisme, qui se situe au second rang derrière l'exportation de café pour la rentrée des devises, risquaient d'être trop graves. C'est ainsi que je m'explique qu'à Antigua, on ne percevait rien de l'atmosphère politique tendue. Mais quand je fus capable de lire un journal guatémaltèque, mon opinion changea. Il ne se passait pas un jour sans que le journal n'annonçât la mort de 3 à 6 personnes dans la capitale. Ce fut le cas durant tout le mois de février et la première semaine de mars.

La presse se contentait « d'annoncer ». Pas la moindre tentative d'explications de ces morts.

Hier, on a découvert aux environs XY les corps de trois hommes non identifiés. C'était tout. Très souvent, on précisait aussi que les cadavres avaient été ensevelis sur place. Il est difficile de décrire les sentiments

que j'ai éprouvés à la lecture de tels « faits divers ». Il s'y mêlait la haine, l'impuissance et la peur.

Cette peur se concrétisa lors d'un trajet en bus vers Lago de Atlitán près de Chimactenango. De loin, j'avais déjà repéré l'hélicoptère de l'armée qui survolait la montagne. Le bus s'arrêta au bout d'une longue file d'autres véhicules. La route était coupée dans les deux sens par un barrage militaire. Cinq à six soldats, armés d'un fusil mitrailleur, montèrent dans les cars. Dans le fossé, deux autochtones, poussés à coup de crosse, avançaient vers le barrage. On les força à s'asseoir; deux soldats, pour mieux les garder sans doute, appuyèrent le bout de leur fusil sur leurs tempes. Le bus arriva à hauteur du barrage. Je remarquais que la moitié au moins des soldats était masquée. Des bandeaux noirs ou gris cachaient leur figure.

Plus tard, j'appris que ces hommes se masquaient pour ne pas être reconnus par peur des représailles des guerilleros. Il y a là du vrai. Mais je pense plutôt à un effet psychologique : en portant un masque, un soldat devient anonyme et la possibilité d'exercer sa volonté despotique s'en trouve accrue.

Le bus était silencieux. Pas un bruit, pas un signe d'impatience. Tous attendaient d'avoir franchi le barrage. Bien plus tard encore, j'appris que lors d'un semblable contrôle, tous les occupants d'un bus (quinze paysans) avaient été abattus. Vers la mi-février, on retrouva dans les ruines les cadavres de 8 autres campesinos. Leurs corps portaient encore les traces de brûlures de cigarettes. J'ai quitté le Guatemala peu après.

Pour mieux connaître le boycott du tourisme, il faut connaître un fait important.

La monnaie du Guatemala est le quetzal qui s'échange sur le marché intérieur contre le dollar, à raison de 1 quetzal pour 1 dollar, bien que la valeur réelle du quetzal ne soit que de 75 centavos. C'est pourquoi le Guatemala ne peut se servir de sa monnaie sur le marché international (elle n'est pas reconnue comme moyen de paiement). Le Guatemala a donc besoin de dollars pour acheter ses armes ou d'autres marchandises. Ces dollars proviennent d'une part de l'exportation du café, et d'autre part du tourisme. Une preuve donc que ce pays est tributaire du dollar pour pouvoir maintenir son système. »

(Traduit du Schwarzer Faden)

VOIE SANS ISSUE !

LA situation internationale se dégrade tant sur le plan économique que politique. Et cela est perçu plus ou moins bien pour une majorité qui sent confusément que tout cela peut se terminer selon un scénario bien connu et éprouvé déjà en 1914 et 1939. La situation économique actuelle se caractérise par le chômage, l'inflation, la récession pour les pays les plus riches et par l'appauvrissement des pays déjà pauvres et endettés jusqu'au cou. Schéma valable aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, quoiqu'en disent les capitaines Riflandouille et Traineboudin du marxisme militant et comme en témoignent les récentes mesures économiques prises en Tchécoslovaquie et en Hongrie et la situation économique catastrophique de la Pologne. Les solutions préconisées de-ci de-là montrent à quel point les tenants du pouvoir sont désarmés face à cette crise. Ainsi, schématiquement, pour juguler la crise, Reagan se propose d'enrichir les riches et Mitterrand envisage d'enrichir les pauvres, et il y a fort à parier qu'ils échouent tous les deux dans leur entreprise. Une telle disparité des moyens faisait dire récemment à un économiste distingué, faisait qu'à une épo-

que où on allait sur la lune, on ne connaissait toujours pas les mécanismes intimes de la production économique. En fait, la vérité est que ni les uns, ni les autres ne contrôlent plus la situation. Et cela, tant en matière économique qu'en matière de politique internationale qui est marquée depuis quelques années déjà par l'impuissance dont font preuve les deux superpuissances à maintenir leur emprise sur leur empire respectif. Ainsi, les Etats-Unis sont chassés d'Iran, clé de voûte de leur présence dans le Golfe persique, par une poignée de curés hystériques.

Les accords de Camp David piétinent, marquant un nouvel échec de la diplomatie américaine. Les frasques et les impertinences de Begin agacent Reagan et les soulèvements révolutionnaires d'Amérique centrale inquiètent les Américains. Quant à l'URSS, elle n'est pas mieux lotie. L'intervention en Afghanistan a été motivée par la situation très précaire dans laquelle se trouvait le PC afghan, contesté par de larges franges de la population. L'Egypte a renvoyé ses conseillers soviétiques avec pertes et fracas. Quant à la Pologne, elle fait la une des journaux occidentaux en appelant

les classes ouvrières des pays de l'Est à se constituer en syndicats ! Outrage suprême de l'oligarchie du Kremlin. Enfin, la dissémination des armes nucléaires souligne l'échec des diplomates russe et américaine qui n'ont plus le monopole de la bombe atomique.

Mais tous ces facteurs multiplient les conflits locaux et donc les risques de dérapage et de conflagration générale. Face à cette situation, le capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat, est impuissant. Il est totalement incapable de résoudre les problèmes qui se posent à lui ou d'y répondre si ce n'est par la force brutale, tant sur le plan national qu'international. Ainsi, il existe une ressemblance étrange entre un Reagan licenciant ses syndicalistes et soutenant le régime sanguinaire du Salvador et un Brejnev menaçant les syndicalistes polonais et intervenant en Afghanistan.

C'est pourquoi, face à ce vide idéologique, une large place peut et doit être faite à nos propositions. Car il est bien connu que la nature a horreur du vide.

Jean-Pierre
(Groupe Sevrans-Bondy)

POLOGNE

LE BRAS DE FER

EST-ce que la chaudière des pays de l'Est va enfin sauter ? On ne peut jouer les Nostradamus en la matière, mais les valves de sécurité (rideau de fer, archipel du goulag, KGB, etc.) sont menacées

à l'Eglise catholique fortement implantée (voir la messe inaugurale), l'opposition de caractère politique et laïc (le KOR).

Si on a pu penser que l'Eglise tirait les ficelles, il semble qu'apparaissent d'autres cou-

En effet, Gierek, pour répondre aux événements de Gdansk en 1970 avait engagé le pays dans une industrialisation basée sur un endettement extérieur important.

Au mois de mars et d'avril 1981 s'étaient réunis à Paris et à Londres les principaux créanciers de la Pologne dont la dette était alors de 23 milliards de dollars. On parle de 30 milliards maintenant... Il faut relativiser ces chiffres. Le produit national brut par habitant est de 3 670 dollars pour une population de 35 millions d'habitants, c'est-à-dire un PNB global de 128 milliards de dollars. Cela signifie que la dette correspond à 23% du PNB, ce qui est pratiquement non remboursable, sauf si l'on réduit de manière dramatique la consommation intérieure. Ceci explique sans doute que cette semaine un membre du gouvernement et un adhérent de Solidarité ont pris le même avion pour Washington, pour aller plaider la cause de leur pays auprès des banques occidentales !

Le problème est quasiment insoluble. C'est comme cela parfois que commencent des situations révolutionnaires. Peut-être que les pharaons de la Nomenklatura, planqués au fond du Kremlin, vivent leurs dernières heures... Berlin 1953, Budapest 1956, Prague 1968, Gdansk 1981, à quand Moscou ?

Yves PEYRAUT



Photo AFP

sérieusement par les activités du syndicat Solidarité.

La première partie du premier congrès de ce syndicat laisse face à face les deux grands adversaires : les syndicalistes et l'appareil du Parti. Pour le moment, l'escalade n'est que verbale, mais les menaces se précipitent : descende dans la rue pour le syndicat et dissolution de la part du Parti. Solidarité capitalise à la fois les revendications ouvrières et paysannes, le refus du colonialisme russe, la fidélité

rants, plus radicaux. Les Polonais sont en train de redécouvrir l'action directe, la nécessité de l'organisation de classe et les concepts d'un socialisme véritable.

Dans cette prise de conscience et dans les luttes qu'elles impliquent, les paysans et les ouvriers polonais sont assurés de la solidarité des anarchistes, d'autant plus que la Pologne en tant que nation est embarquée dans une sacrée galère, surtout sur le plan économique.

L'histoire en miettes

ESPAGNE 1924

DEPUIS des siècles, à part le bref intermède de la 1^{re} République (1872-1874), l'Espagne vit sous la tyrannie de la monarchie bourbonnienne. Le roi Alphonse XIII s'était néanmoins entouré d'un gouvernement de ministres civils. Et puis, ne les trouvant pas assez dociles, il a fomenté un coup d'Etat en sa faveur avec le concours de Miguel Primo de Rivera, père du fondateur de la Phalange. Cette décision va dégrader encore un peu plus la vie du peuple espagnol.

C'est alors que le grand écrivain V. Blasco-Ibanez écrit un pamphlet de cent pages, au titre éloquent : *Alphonse XIII démasqué, la terreur militariste en Espagne*. Ce texte édité en espagnol, en français et en anglais sera tiré à plus de deux millions d'exemplaires. Il faudra encore attendre sept ans (1931) pour que le vœu de Blasco-Ibanez, le départ du roi, se réalise.

Au fil des pages, l'imense talent de l'écrivain permet de découvrir tous les ressorts cachés de la vie politique espagnole. Et certaines de ces pages nous touchent plus particulièrement : *A la même époque (1914-1918), les industriels espagnols qui fabriquaient du matériel de guerre pour les alliés se trouvaient exposés aux plus grands dangers. Ce fut à Barcelone que l'on travailla le plus pour l'armée française : on y fabriquait des pièces d'armement détachées, des chaussures, des étoffes, etc. Les Allemands, afin d'effrayer les fabricants espagnols qui travaillaient pour la France, organisèrent une troupe de bandits chargés de lancer des bombes dans les usines et d'assassiner, si possible, les propriétaires. Ces épisodes, qui ont l'air emprunté de *Ponson du Terrail*, sont authentiques. Le chef de la bande était un certain baron de Koenig. A vrai dire, tandis que le baron de Roland, chargé du ravitaillement des sous-marins allemands, était un noble authentique, le baron de Koenig était un ancien garçon d'hôtel, un personnage rocambolesque qui s'était poussé à force*

d'assassinats. La bande du baron Koenig accusait les anarchistes et les terroristes d'être les auteurs des crimes qu'elle commettait. C'est ainsi qu'elle tua M. Barret, industriel en même temps que professeur à l'université de Catalogne, un partisan enthousiaste des alliés, qui faisait travailler dans ses ateliers pour l'armée française. Et s'ils n'assassinèrent pas un plus grand nombre d'industriels ententophiles, c'est que ceux-ci prirent de grandes précautions.

Le commissaire de police Bravo Portillo agissait en accord avec le prétendu baron Koenig, ce qui assurait à ce dernier une complète impunité. De plus, cet étrange policier fournissait à son complice des renseignements de toutes sortes. Lorsque la guerre fut terminée, ce bandit allemand, se trouvant sans occupation, offrit ses services et ceux de sa bande à certains industriels réactionnaires, particulièrement combattifs de nature : plusieurs ouvriers, coupables d'avoir organisé des grèves, furent assassinés par ces bandits. De ce jour, l'ère d'assassinats et de représailles entre les deux partis, qui dure encore aujourd'hui et qui, bien qu'un certain apaisement soit momentanément venu, recommencera peut-être demain.

Je ne sais plus quel bel esprit a écrit un jour que l'histoire ne se répète pas, qu'à la rigueur elle bégaie. Une belle occasion de se taire, pour rester dans le domaine du langage !

En ce qui concerne le terrorisme de l'Etat, il ne s'agit pas de répétition, mais de continuité. Et sur la terre d'Espagne, des événements récents comme ceux de l'incendie de la Scala ou de l'attaque de la Banque centrale de Barcelone sont la preuve que l'Etat, les Etats, ne reculeront jamais devant l'usage de la violence physique contre ceux qui contestent fondamentalement son rôle. Le texte de V. Blasco-Ibanez invite à une réflexion permanente sur la nature oppressive et répressive de l'Etat.

Yves PEYRAUT

Sélection radio-TV

RADIO

— France-Inter : le 26 septembre à 22 h 10 : *Les Tréteaux de la nuit*.
— France-Culture : du 28 septembre au 2 octobre à 22 h 30 : *Nuits magnétiques : les grands boulevards*.
le 29 septembre à 20 h : *Dialogues franco-espagnols : l'éveil et la langue*.
le 2 octobre à 20 h : *Relecture : Verlaine*.

TELEVISION

— TF1 : (programmes non communiqués (ça ne saurait tarder...))
— Antenne 2 : le 25 septembre à 15 h 55 : *Quatre saisons en Israël*.
le 27 septembre à 20 h 35 : *Le Témoin*, de J.-P. Mocky.
le 29 septembre à 15 h : *Darwin*.
le 29 septembre à 20 h 40 : *Un après-midi de chien*, un classique de Al Pacino.
le 30 septembre à 21 h 35 : *Blangu l'insurgé*.
— FR3 : le 28 septembre à 20 h 30 : *Don Angelo est mort*.
le 30 septembre à 20 h 30 : *La Mort en ce jardin*, de Luis Bunuel. A revoir.

Poésie à Nemours

LE 25 septembre, au centre François Villon, à 21 heures, le comédien Bernard Meulien dira *La Chanson d'un gas qu'a mal tourné* de Gaston Couté.

Mal connue du public, l'œuvre de Couté, poète paysan libertaire, faite de révolte et de tendresse, est exprimée dans un langage accessible à tous, qui va du patois beauceron au français le plus pur.

Cette soirée est organisée par l'association Renaissance des nœuphars du Loing qui présente également à la bibliothèque municipale une exposition consacrée à la vie et à l'œuvre du poète.

A.N.

Livres en vente à Publico

Livres soldés
Testament phonographique, Léo Ferré 30 F
Benoît Misère, Léo Ferré 22 F
Dis-donc Ferré, F. Travelet 22 F
Les Crimes de l'époque, Louise Michel 15 F
Hurrah !, E. Cœurderoy 30 F

RADIO-LIBERTAIRE — LA VOIX SANS MAÎTRE

Place aux marchands de soupe

Le projet de loi sur les radios libres est, au moment où ces lignes sont écrites, discuté au Sénat. D'ores et déjà, il semble acquis que les recettes publicitaires seront autorisées, même si une limitation est fixée au temps réservé à la publicité. Nous le disions ici même la semaine dernière, Radio-Libertaire, comme le *Monde libertaire hebdomadaire*, se veut un moyen d'expression vraiment libre, c'est-à-dire dégagée de tout support commercial. Libre à ces messieurs les sénateurs et, après eux, à messieurs les députés d'autoriser la publicité sur les nouvelles stations radio, cela ne nous concerne pas, n'étant pas disposés, répétons-le, à nous vendre aux plus offrants.

Les administrateurs de ce journal vous ont souvent fait part des difficultés qu'il y avait, pour un organe d'expression libre, comme le nôtre, de maintenir une parution régulière dans un pays où l'on prétend que la liberté d'expression existe, alors que tout est fait pour que ne s'expriment que les détenteurs de l'argent ou ceux, nombreux, que ne gêne en rien le fait d'acheter leur « droit » de parole aux grandes marques de lessive ou de camemberts. Pour se maintenir, Radio-Libertaire aura besoin du concours et de l'aide de ses auditeurs. Comme nous l'avons annoncé à plusieurs reprises sur l'antenne, des cartes d'auditeur-souscripteur ont été élaborées et peuvent être retirées à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e. Ces cartes sont vendues 70 F. Elles sont avant tout une souscription, c'est certain, mais vous donneront toutefois de petits avantages tels que réduction ou même parfois gratuité pour certains spectacles de Paris et de la région parisienne dont vous trouverez une première liste ci-dessous.

Pour rester libre, Radio-Libertaire fait appel à vous et sait qu'elle sera entendue.

Floraléa

LISTE DES SPECTACLES POUR LESQUELS LA CARTE D'AUDITEUR DE RADIO-LIBERTAIRE DONNE DROIT A UNE RÉDUCTION

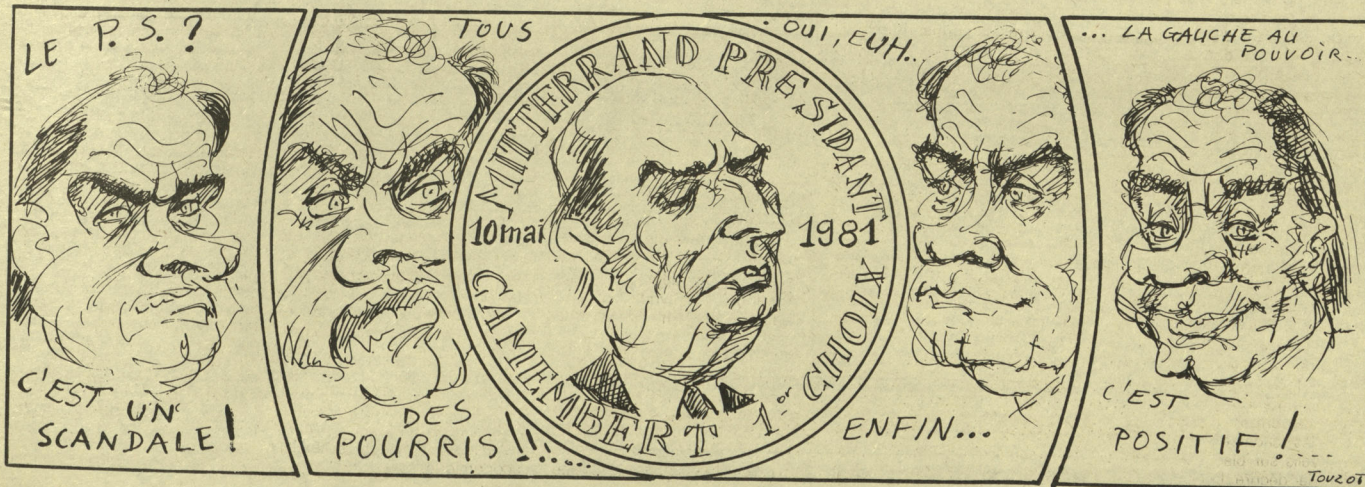
- 1. *Espace-Gaîté (35, rue de la Gaîté, Paris 14^e)*. Racontez-moi votre enfance ou Ah ! laissez-moi mes névroses et reprenez vos endives cuites. Tous les soirs à 22 heures.
- 2. *Gaîté-Montparnasse (26, rue de la Gaîté, Paris 14^e)*. Elle voit des nains partout, tous les soirs à 20 h 30. Anatole, tous les soirs à 22 heures.
- 3. *Café d'Edgar (58, boulevard Edgar-Quinet, Paris 14^e)*. Tiens, voilà deux boudins. Tous les soirs à 20 heures.
- 4. *Théâtre de Plaisance (111, rue du Château, Paris 14^e)*. Dès le lundi 5 octobre *Tceux et les vipères*, le soir à 20 h 30 (ce lundi 5 octobre, 10 francs au lieu de 50 francs pour les 30 premiers arrivés, 30 francs pour tous les autres possesseurs de la carte d'auditeur). Matinées les samedis à 15 h 30.

Ecoutez Radio-Libertaire

Radio libre de la Fédération anarchiste émettant sur Paris

Tous les jours, de 18 à 22 h (sauf le dimanche)

Sur 89,6 MHz — F.M.



RENTRÉE SCOLAIRE

L'ASPIRINE SOCIALISTE ET LA LÈPRE SCOLAIRE

DÉCIDÉMENT, la mécanique bien huilée de la division du temps et de l'éclatement de la vie ne connaît pas le repos. Immédiatement, après les vacances et juste avant les champignons, elle nous enferme aujourd'hui, comme tous les ans à la même époque, dans l'espace frelaté des soi-disant rentrées. Rentrée parlementaire, rentrée politique, rentrée syndicale, rentrée sociale... Tous ceux qui, volontairement ou involontairement, ne sont jamais sortis du cercle infernal de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme n'en finissent pas de « rentrer ». Pathétique !

besoin d'une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. C'est ce à quoi s'est employé la réforme Haby et comme le gouvernement actuel n'envisage pas de modifier les structures essentielles de l'économie capitaliste, on voit mal comment il pourra résoudre le problème scolaire actuel. Mettre en œuvre une véritable démocratisation de l'école, c'est en effet prendre le risque de projeter une masse d'individus instruits et qualifiés sur le marché de l'emploi qui continuera à être dominé par le spectre du chômage, et ce risque, il est aisé de parier que le réformisme à la mode socialiste ne le prendra pas. Pas fou !

au fil des années, une véritable gangrène. Il faut dire que si rien n'intervenait à ce niveau-là, la crédibilité de la volonté de changement affichée par le gouvernement volerait en éclat. Titularisation pure et simple, intégration dans des corps de titulaires mobiles... les solutions ne manquent pas pour crever l'abcès, et un certain nombre de mesures ont déjà été prises en ce sens. Cela étant, le véritable problème que posait l'auxiliaire, à savoir celui de la hiérarchisation et de la division affectant une même fonction, a peu de chances d'être résolu, voire même seulement posé. Certes, l'Education nationale n'aura plus de lumpen prolétariat, mais elle conservera ses prolétaires.

Et il en va de même pour le renforcement des pouvoirs des recteurs qui s'est opéré dans la dernière décennie et leur indépendance à l'égard du pouvoir en place. Des têtes tomberont. Elles ont déjà commencé à tomber. Mais la fonction demeurera, car pourquoi se priver d'un tel moyen d'action.

Au bout du compte, le changement que beaucoup attendent du gouvernement n'a pas l'ombre d'une chance de se matérialiser. Certes, certains aménagements vont avoir lieu pour arrondir les angles d'une situation qui, à bien des égards, était devenue intolérable. La réforme Haby octroiera la place à une réforme machin et l'on atténuera un tantinet la sélection et la déqualification existant actuellement. Les maîtres auxiliaires et autres « immigrés » de l'Education nationale verront leur sort s'améliorer. Les recteurs de droite seront remplacés par des recteurs de gauche, et on filera un peu moins de pognon à l'Eglise. Cela étant, l'école continuera de vomir chaque année une main-d'œuvre à bon marché. La hiérarchie entre ceux qui remplissent une même fonction sera maintenue voire affinée. La curaille continuera à empoisonner les esprits grâce à l'aide financière que lui apportera l'Etat, et les recteurs de gauche continueront à jouer les petits chefs dans leurs académies respectives. Et quant à réfléchir sur le problème de fond de la fonction d'une institution qui a toujours enregistré des différences pour les reproduire sous forme d'inégalités et à essayer de penser une autre forme institutionnelle de la transmission du savoir, il ne faut même pas y songer. Déjà que pour soigner la lèpre actuelle, on se contente d'une thérapie à base de cachets d'aspirine, alors pensez, tenter de prévenir la maladie en s'attaquant à ses causes profondes, cela dépasse carrément l'entendement d'un réformisme apeuré par l'ombre de l'ombre d'un changement radical ! Changer véritablement l'école, permettre à chacun d'accéder au savoir avec comme seule limite le respect de son libre épanouis-

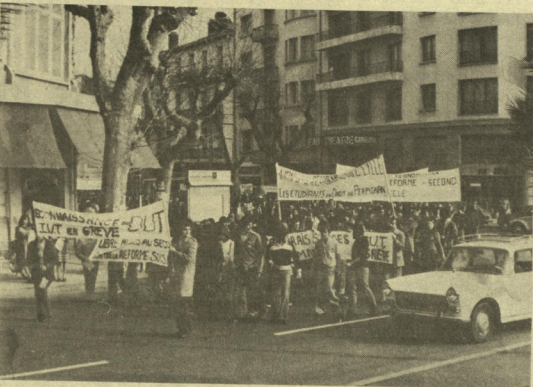


Parmi toutes ces rentrées, la rentrée scolaire occupe bien sûr une place de choix. Une dizaine de millions de mères et un million de fonctionnaires reprenant lentement le chemin de la plus grande usine à décevoir le pays, cela passe difficilement inaperçu. Cette année cependant, la rentrée scolaire est passée inaperçue. Ici plus qu'ailleurs, on attend visiblement beaucoup de la « république des professeurs ». Ici plus qu'ailleurs, l'ampleur du changement à accomplir ne manquera pas de mettre rapidement la pendule du réformisme à l'heure du dérisoire.

Depuis une dizaine d'années, en effet, la situation de l'école n'a pas cessé de se dégrader. A travers la réforme Haby, la loi Guerneur, le développement de l'auxiliaire et la politisation des recteurs, c'est même à un véritable dépeçage de l'école que nous avons eu l'occasion d'assister.

Voitée en 1975 et appliquée en 1977, la réforme Haby s'est attachée à adapter le système scolaire à la crise économique et à la crise de l'emploi. Officiellement, l'accent a été mis sur l'accroissement du temps de scolarité obligatoire et sur la fréquentation des mêmes lieux par tous, afin de donner l'impression que l'on avançait dans la voie d'une démocratisation de l'école. En fait, la réalité était tout autre. Concrètement, les habits de lumière de cette soi-disant démocratisation ont été très vite cédés à la place aux haillons maldorants d'une sélection et d'une déqualification renforcées. Près de 30% des gosses quittent en effet le collège unique à la fin de la 5^e pour aller ramper dans les galères de l'enseignement technique. Et sur les 70% qui vont jusqu'à la 3^e, seule une infime minorité, comme par hasard issue des milieux sociaux les plus défavorisés sur le plan culturel et sur celui de l'argent, entre en seconde et pousse jusqu'au bac ou plus loin. Pour la majorité des enfants, le collège unique est donc un ghetto. Ils y reçoivent un enseignement au rabais qui ressemble étrangement à une déqualification programmée. Ainsi, ils ne sont pas dépaysés quand ils débarquent sur le marché de l'emploi. L'économie capitaliste en crise, ou ce qui revient au même, en plein réaménagement, n'a pas besoin de beaucoup d'individus instruits et qualifiés. Tout au contraire, elle a

Dans le cadre de la dégradation de l'institution scolaire orchestrés par le giscardisme, la loi Guerneur votée en 1977 occupe elle aussi une place de choix. Elle a poussé la privatisation de l'enseignement jusqu'à un point tel que revenir en arrière impliquerait de rallumer la guerre de l'école libre. Actuellement en effet, un élève sur six est scolarisé dans le privé et 98% de ces élèves scolarisés dans le privé le sont dans des écoles confessionnelles. L'ampleur du phénomène s'explique aisément. En effet, par le biais des contrats d'associations, l'Etat paye le personnel enseignant et verse une subvention pour chaque élève, égale à son prix de revient dans le public. Bien entendu, malgré cette assistance financière de tous les instants, l'orientation de l'enseignement et le recrutement des enseignants restent sous la haute main de l'Eglise.



Pour renverser la vapeur, le gouvernement n'a donc pas le choix, il lui faut aller à l'affrontement. Pas difficile de parier que là encore, le réformisme socialiste saura trouver la voie sans risque du changement dans la continuité.

Pour ce qui est de la prolifération de l'auxiliaire par contre, il est vraisemblable que le gouvernement va prendre un certain nombre de mesures destinées à enrayer ce qui était devenu,

sement, briser les rapports d'autorité entre enseignants et enseigner, effacer les hiérarchies à l'intérieur des différentes fonctions éducatives, ouvrir l'école sur la vie et faire pénétrer la vie à l'école... ce serait la révolution. La révolution, mais c'est justement ce que le socialisme réformiste s'est toujours efforcé d'éviter ! T'as tout compris Toto !

Jean-Marc RAYNAUD

FONCTION PUBLIQUE

En cette rentrée syndicale, grisaille rosée

TROIS mille cinq cent trente-trois postes d'instituteurs, 384 d'agrégés, 2 930 de certifiés, 610 de professeurs de CET, etc., soit 11 250 emplois nouveaux (enseignants, administratifs, agents). Dans le budget 82, 16 000 emplois seraient prévus (la FEN en réclame 18 000). Cependant, la titularisation des auxiliaires est lente, s'établit sur quatre ou cinq ans, et ne concerne pas tous les auxiliaires. L'augmentation de postes de non-enseignants est très limitée et ne permettra en aucun cas la création d'une semaine de 39 heures (négociée récemment au détriment des 35 heures), notamment pour les agents de l'Education nationale astreints à 44 heures de travail.

Les négociations salariales de la fonction publique ont été reprises et Anicet le Pors s'aligne sur les positions des confédérations en matière de salaires : c'est le « sifflet FO » (sorte de salaire binôme) qui semble devenir le maître à siffler de ces oiseaux. L'augmentation plus rapide des bas salaires, un écrasement de la hiérarchie, sont une bonne chose, mais doivent-ils se faire sur le dos des travailleurs ? Car le budget de l'Etat est restreint, l'ensemble des salaires ne rattraperont pas le taux de l'inflation, le pouvoir d'achat de tous ne sera donc pas maintenu : les syndicats sont prêts à gérer une enveloppe budgétaire qui ne tient nullement compte des besoins réels des travailleurs de la fonction publique (FP). Quelle que soit la bonne figure du ministère, les syndicats sont en-deçà de ce qu'ils demandèrent au gouvernement Barre : il n'y a pas de maintien du pouvoir d'achat, et ils s'en contentent avant même l'ouverture des négociations !

On se tourne simplement vers une gestion plus démocratique (les petits perdant moins que les gros) d'un budget d'Etat tenant compte des nécessités d'une politique d'un pouvoir qui lui ne semble pas être au service des travailleurs. Ce budget ne tient pas à améliorer le sort des fonctionnaires, mais à poursuivre une politique salariale menée jusqu'à l'heure par des prétendus adversaires politiques. Nous devons dès maintenant fixer le salaire minimum de la fonction publique à 3 500 francs (salaire de base qui sert à déterminer l'ensemble des salaires de la fonction publique), réclamer une augmentation en points uniformes qui ne saurait être inférieure à 80 points (seule méthode anti-hiérarchique qui permet de compenser l'inflation et de rattraper le retard des salaires sans accentuer l'écart salarial très important dans la fonction publique puisqu'il se situe de 1 à 14), l'application de l'échelle mobile pour l'augmentation des salaires jusqu'aux échelles-lettre (elle correspond aux salaires des fonctionnaires d'autorité dont le sort nous différencie). Seuls ces objectifs créeront un rapport de force favorable aux travailleurs, feront que ces négociations salariales s'ouvrent enfin sur un terrain de classes et non de collaboration continue avec le pouvoir.

Quelle est l'attitude des confédérations ouvrières face à cette nouvelle situation ? Toutes se tournent et regardent favorablement le nouveau gouvernement, distribuent des bons points selon que les discours ou propositions ministérielles reprennent des re-

vendications avancées par chacune d'entre elles. Pour Jacques Pommatou, nouveau secrétaire général de la FEN, « les enseignants ont compris que le vrai changement était en marche. »

La commission administrative de rentrée de la FEN a voté à l'unanimité (moins les abstentions des courants minoritaires) la motion présentée par le bureau fédéral : l'unité syndicale se fait sur le dos des revendications et sur une dynamique de collaboration de classes. Les revendications avancées en cette rentrée sont en baisse (notamment en matière salariale) : il ne faut surtout pas se montrer trop gourmand et faire preuve de sectarisme ou de mauvaise humeur. Demander la titularisation immédiate, les 39 heures (revendication des directions) ou la nationalisation (motion votée à l'unanimité lors du congrès national du SNI qui s'est tenu début juillet) de l'école privée est démodé. Pommatou ajoute même que : « nous ne pouvons qu'être favorablement impressionnés par la volonté affirmée du gouvernement. » En a-t-il au moins discuté avec les syndicats des agents, des administratifs, etc., qui doivent être impressionnés par la dégradation constante de leurs conditions de travail ? Les classes surchargées, les locaux inadéquates, le manque de personnel sont le lot de cette rentrée. Le refus de la part de l'administration d'offrir des postes pourtant créés, mais qu'elle cache pour ne pas montrer trop rapidement à l'opinion publique les méfaits d'une politique réactionnaire tenue par l'ancien gouvernement, montre (sans parler de chasse aux sorcières) que les hauts fonctionnaires giscardiens sont toujours en place et ne sont pas prêts d'être à l'initiative d'une politique qu'ils ont toujours combattue.

Aucune des confédérations engagées dans ces négociations ne propose une réforme globale de la grille indiciaire, alors qu'Anicet le Pors est le représentant d'un gouvernement à l'écoute des travailleurs ! Il faut qu'enfin un écrasement de la hiérarchie par une élévation importante des bas salaires soit avancé par les syndicats : refuser le flitage administratif ou pédagogique et ce en mettant sur pied un avancement automatique au rythme le plus rapide pour tous les personnels, supprimer les primes liées à l'exercice de la fonction (ce qui permet aux hauts fonctionnaires de doubler leur salaire), réduire de façon conséquente le scandaleux écart salarial dans la fonction publique ne semble pas être dans l'esprit des syndicats qui ne s'avanceraient jamais sur ce terrain sans une pression conséquente des travailleurs. L'unité sur une baisse des revendications est la réalité sociale de cette rentrée. L'unité ouvrière contre la hiérarchie et la collaboration de classes ne sera le fait que de la prise en charge des revendications par les travailleurs eux-mêmes. Il revient aux syndicats, aux assemblées ouvrières de déterminer les revendications, de contrôler les discussions au sommet et surtout de se voir consultés avant n'importe quelle signature. Puisque les radios ne sont plus pirates, que nous suivions en direct dans les préaux d'écoles ces négociations montrerait le vrai visage de ces discussions au sommet qui se concluent toujours sur le dos des travailleurs.

Thyde ROSELL

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez...